



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Trois semaines supplémentaires pour sortir la facilitation des échanges de l'impasse

Le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a annoncé une « période d'activité intense » de trois semaines pour faire progresser la mise en œuvre des décisions de Bali, ainsi que pour avancer dans le programme de travail de l'après-Bali. Avant le congé d'été traditionnel, le chef de l'OMC avait enjoint aux membres d'utiliser le reste de l'été pour se creuser les méninges sur la façon dont ils avaient l'intention de poursuivre les négociations multilatérales, après qu'ils eurent raté l'échéance du 31 juillet pour adopter le protocole de modification de l'accord sur la facilitation des échanges.

L'Inde, qui était au cœur de la controverse, continue de camper sur sa position et insiste que « l'adoption du protocole pour la FE doit être reportée jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire ».

« [Traduction] Nous demandons que l'on mette en place un processus accéléré et un mécanisme exclusif pour discuter d'une solution permanente et l'élaborer dans la perspective de la conclure d'ici décembre 2014, a déclaré l'Inde pendant la réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) du 15 octobre.

Cependant, les délégués qui y ont assisté ont déclaré que de nombreux pays étaient opposés à ce point de vue. Aucun d'eux, qu'il s'agisse de pays développés ou en développement, n'a appuyé la proposition de l'Inde de rendre la FE solidaire de la sécurité alimentaire. M. Azevêdo a déclaré à l'ensemble des membres qu'il n'était « pas possible » de parvenir à un « parallélisme rigoureux » entre la FE et la sécurité alimentaire.

« Traduction] L'une des négociations a été conclue dans le cadre du paquet de Bali. L'autre négociation a été lancée par le paquet de Bali », a affirmé M. Azevêdo, désengageant ainsi nettement les échéanciers afférents aux deux enjeux.

Cependant, on semble néanmoins être déterminé à examiner les options afin de « consoler » l'Inde. Les États-Unis et l'UE ont tous deux déclaré être prêts à clarifier l'ambiguïté liée à la durée de la clause de paix pour la sécurité alimentaire, uniquement si ceci débouche sur l'adoption de la FE et

« n'implique pas une réouverture du paquet de Bali ». Si, par contre, l'Inde insiste pour retarder la mise en œuvre de la FE jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée pour la sécurité alimentaire, les États-Unis considéreraient ceci comme un « rejet » effectif du paquet dont on était convenu à Bali, mettant ainsi le programme de travail de l'après Bali et l'ensemble de l'OMC en péril, a déclaré l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke.

RÉPERCUSSIONS SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'APRÈS BALI

Les pays sont partagés quant à la façon de mener les travaux dans d'autres secteurs du Programme de Doha pour le développement (PDD). Certains membres pensent que de véritables négociations ne peuvent pas avancer dans des secteurs comme les services, les produits agricoles et industriels sans un accord définitif sur la facilitation des échanges.

« [Traduction] Nous ne voyons pas comment le travail de l'après Bali, notamment l'élaboration du programme de travail de l'après Bali, peut reprendre, car la confiance a été anéantie parce que quelques-uns n'ont pas respecté les obligations qu'ils avaient prises de la première étape critique de Bali, a déclaré M. Punke le 15 septembre. Nous devons franchir de nombreuses étapes critiques qui nous attendent dans le paquet de Bali, mais l'ensemble de l'odyssée échouera si nous butons sur la première. »

En fait, les avis sont restés partagés sur cette question lorsque les membres se sont rencontrés dans le cadre des différents comités (agriculture et AMNA). L'Australie, le Canada, l'UE, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse ont fait leur la position des États-Unis au sujet du programme de l'après Bali; alors que d'autres, parmi lesquels la Chine, l'Égypte, l'Afrique du Sud et l'Inde continuent mordicus de travailler, sans tenir compte de ce qui se passe lors des discussions sur la FE.

L'Inde a déclaré qu'elle considère les enjeux restants du PDD séparément de la FE et de la sécurité alimentaire et a, par conséquent, exhorté les membres à poursuivre leur travail destiné à produire un programme de travail de l'après Bali d'ici la fin de l'année.

L'ambassadeur de Suisse auprès de l'OMC, M. Remigi Winzap, qui préside le groupe des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), a déclaré après la réunion informelle du 22 septembre de son groupe de négociation qu'il n'a pas « une vision claire » de ce que veulent les membres. « [Traduction] Je ne vois pas comment je peux faire progresser le travail sur l'AMNA dans les circonstances; et s'il n'y a pas d'AMNA, il n'y a pas d'agriculture, ni de PDD », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres.

M. Azevêdo a dit espérer que la situation sera clarifiée d'ici la réunion du 6 octobre du CNC, au cours de laquelle il projette de faire rapport du résultat de ses consultations, établissant de fait un délai pour répondre de façon adéquate aux préoccupations que nourrit l'Inde au sujet de la FE.

« [Traduction] Il semble évident que s'il n'y a pas de percée d'ici la fin de cette période définie, nous devons commencer une discussion entièrement différente, qui sera axée sur des façons nouvelles et plus productives de réaliser les choses au sein de cette institution », a déclaré M. Punke.

Bien que M. Punke ne soit pas allé jusqu'à donner des détails sur cette « discussion entièrement différente », certains observateurs précisent que les membres pourraient choisir de transformer la FE en un accord plurilatéral si l'Inde continue de s'opposer à l'entente.

LES PAYS DU PTP SE PRÉPARENT À UNE ÉVENTUELLE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE À LA FIN D'OCTOBRE

Les pays du PTP travaillent à la tenue d'une autre séance de leurs négociateurs principaux et de leur groupe de négociations pendant la deuxième moitié d'octobre, tient-on de source bien informée. Le plan, selon ces sources, consisterait à tenir une réunion à Canberra afin de se préparer à une éventuelle conférence ministérielle pendant la semaine du 20 octobre à Sydney.

L'objectif demeure de parvenir à une sorte d'étape critique d'ici le Sommet des dirigeants de l'APEC de novembre. Les observateurs ont affirmé qu'il continue d'incomber aux États-Unis et au Japon, car s'ils concluent avec succès leurs négociations bilatérales sur l'agriculture et l'accès aux marchés de l'automobile réussissent, ils permettront que les pourparlers reprennent avec une dynamique entièrement nouvelle, qui accélèrera probablement les pourparlers. En outre, un accord conclu par les États-Unis et le Japon donnerait au président Obama de la matière à annoncer en marge du Sommet des dirigeants de l'APEC.

Les deux pays sont prêts à reprendre leurs pourparlers au niveau ministériel, lorsque le représentant au commerce des États-Unis, M. Michael Froman, accueillera le ministre d'État pour la politique économique et fiscale du Japon, M. Akira Amari, à Washington pour deux jours de discussions (les 23 et 24 septembre).

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

- Réunion informelle de négociations sur l'agriculture à l'OMC (session extraordinaire), 23 septembre
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre
- Réunion informelle du CNC de l'OMC, 6 octobre
- Réunion des négociateurs principaux du PTP, entre la mi et la fin octobre, Canberra (à confirmer)
- Conférence ministérielle du PTP, 23-25 octobre, Sydney (Australie – à confirmer)
- Conseil général de l'OMC, 21 octobre, 10-12 décembre
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13-14 novembre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, poulet.ca, lesoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

